

« La restauration de la santé économique des activités commerciales des pays africains face à la vision économique des pays développés et conséquences y afférentes », Par DON DE DIEU KAHOZI ; Chercheur en Droit Privé-Judiciaire.

Contacts :

- WhatsApp : +243 81 68 74 573
- E-mail: Donkahozi7@gmail.com
- Tweeter: @DeKahozi

INTRODUCTION

D'après une étude réalisée en 2002 par le Ministère français de l'économie, des finances et de l'industrie, « l'insertion des pays africains dans des échanges mondiaux pour lutter contre la crise économique s'est sensiblement dégradée au cours des 20 dernières années du fait que les pays africains ne produisent rien, par contre, ils ne font que consommer les produits venant dans d'autres lieux du monde ». Cette étude souligne la marginalisation dont l'Afrique fait l'objet en matière des activités économiques. Conscients de cette réalité, ces pays ne tarissent pas d'efforts en vue d'accroître leur participation à l'économie. Définie par le Dictionnaire universel sous l'angle politique comme « une science qui traite de la formation, de la distribution et de la consommation des richesses ».

De nos jours, l'économie est devenue un terrain où se jouent les rivalités entre les Etats ; les efforts faits par les pays africains pour accroître leur participation à l'instauration de la saine économie face à la vision des pays sont en quelque sorte des actions énergiques des forces (morales, physiques ou intellectuelles) qui permettent à un pays tiers de rendre plus visible son action dans les activités économiques à l'échelle mondiale. C'est le cas notamment des pays de l'Afrique de l'Ouest en particulier dont l'état de sous-développement ne permet pas une grande participation dans les échanges en matière des activités économiques.

Toutefois, au cours de ces dernières décennies, ces pays prennent des initiatives à la fois individuelles et communautaires (CEDEAO, UEMOA) en vue d'augmenter leur participation à l'instauration de cette crise économique.

Il nous semble très utile d'analyser ces efforts dans un contexte où ceux-ci sont de plus en plus diversement appréciés. La question qui se pose justement est de savoir si la restauration de la saine économie des pays africains serait-elle favorable face à la vision des pays développés. Car, il apparaît que, malgré les multiples efforts faits par les pays de l'Afrique, leur participation aux activités économiques reste toujours marginale.

1. LES PAYS AFRICAINS DANS LES ACTIVITES ECONOMIQUES

La détermination du poids que représente l'Afrique au niveau des activités économiques nécessite une étude globale et une étude par secteurs. L'étude globale de l'évolution de l'économie africaine va s'articuler autour de trois points que sont : la part des exportations, celle des importations et la structure de la balance commerciale.

I. ETUDE GLOBALE DES ACTIVITES ECONOMIQUES

a. La part des exportations

Au cours des années 1960, le volume des exportations des pays africains avait augmenté en moyenne de 6 % par an, cette croissance ayant intéressée presque tous les pays. Cependant depuis 1973, ce volume au début stationnaire a nettement diminué dans la plupart des pays en moyenne de 0,7 % par an. Malgré l'augmentation considérable du volume des exportations mondiales (157 milliards en 1963 et 6 272 milliards en 2002), la part de l'Afrique n'a cessé de baisser.

Cette part qui était de 3 % en 1990 n'est plus que de 1,7 % en 2001 dont la quasi-totalité est relative à des produits de base et des matières premières. Cette perte de part de marché est associée à la baisse de l'importance de ces produits dans le commerce mondial. Et ce malgré l'évolution des conditions tarifaires qui sont devenus plus favorables avec l'application des avantages tarifaires concédés par l'Union Européenne en vertu de la convention de Lomé (1976-1981-1986-1990) et du système généralisé des préférences sur les principaux marchés. La perte de ces parts de marché coûte 70 milliards de dollars par an à l'Afrique depuis la fin des années 1960.

b. Evolution des importations

Pour la bonne marche de leur économie, la plupart des pays africain ont besoin d'importer des marchandises qu'ils ne peuvent pas produire en quantité suffisante ou pas du tout. L'Afrique importe ainsi des pays du Nord des technologies (biens d'équipements, machines-outils etc.), des céréales de base et certains produits alimentaires (lait, viande etc.). Les importations de céréales qui étaient très faible en 1960 (seulement un million de tonnes par an) ont atteint plus de 10 millions de tonnes sur une consommation de 1960 en 1997 millions de tonnes. La dépendance de l'Afrique vis à vis de l'extérieur pour l'essentiel de sa nourriture s'est donc accrue très vite et de façon inquiétante.

La plupart des importations de produits énergétiques sont extraits de l'Afrique, exportés puis réimportés après transformation à un prix beaucoup plus élevé. Cependant les importations de l'Afrique se sont effondrées, les déficits relativement importants de la Balance des paiements courants ne pouvant plus être financés par des apports de capitaux.

c. Structure de la balance commerciale

L'histoire économique récente montre que les pays qui se tournent vers l'extérieur pour assurer leur développement obtiennent de meilleurs résultats que ceux qui essaient de vivre en autarcie. Elle confirme pleinement une théorie économique qui a été mise sur pied, il y a déjà deux siècles par plusieurs grands économistes dont **David Ricardo** (1772-1823) et qui a été résumé de façon simple et claire par **Samuelson**. Ce dernier démontre de façon inattaquable et concrète qu'entre deux ou plusieurs pays qui ont des économies différentes, et des prix de revient différents, les échanges apportent presque toujours des avantages à toutes les parties. Cependant, cette ouverture aux échanges a eu pour effet de diminuer la contribution de l'Afrique au commerce mondial. Cette diminution de la part des exportations est cumulée, subordonnée à une perte de valeur des produits exportés. En effet,

plus le continent exporte en volume, moins cela lui rapporte en valeur. Depuis les années 1980, hormis quelques rares exceptions, les prix des matières premières n'ont cessé de baisser plus rapidement que les prix des produits manufacturés des pays du Nord. Il en résulte que l'Afrique se voit condamnée par des fluctuations extérieures à vendre ses matières premières sans valeur ajoutée.

La valeur du panier des produits exportés par l'Afrique a ainsi perdu la moitié de sa valeur face aux produits du Nord qu'elle importe. On constate que même si le volume des exportations est supérieur à celui des importations, la valeur des importations est plus importante ; les prix des produits exportés étant inférieur à celui des biens importés. La balance commerciale africaine connaît un déficit croissant. Le déficit commercial inexistant au début des années 1980, passe de 600 millions de dollars en 1990 à 11,5 milliards en 1996 soit presque vingt fois plus en 6 ans.

II. ETUDE PAR SECTEURS D'ACTIVITES

Cette étude va concerner le secteur agricole, le secteur industriel et le secteur énergétique et minier.

a. Le secteur agricole

L'agriculture africaine est marquée par des siècles de mauvaises politiques et d'échecs sur le plan institutionnel, et elle porte un lourd passé d'extraction des ressources et d'imposition dans les zones rurales.

Les améliorations apportées aux politiques entre le milieu des années 1950 et la fin des années 1960 avaient entraîné une augmentation rapide du volume des exportations des produits agricoles. Mais ces politiques n'ont pas eu d'effets durables. Cette croissance s'est transformée, à peu près depuis 1970 en stagnation ou en recul. La perte de ses pertes de marché est due au fait que l'agriculture africaine a une faible productivité et le prix de ses principaux

produits d'exportation connaît une baisse depuis le début des années 1970. La part dans les échanges mondiaux de matières premières agricoles est passée de 4% à 2,2% du total entre 1980 et 2002. Les pays africains connaissent de plus en plus de difficultés face notamment aux pays développés soutient inconditionnels du libre-échange et de la déréglementation de l'OMC. Ceci malgré leurs nombreux efforts afin d'appliquer les recommandations de l'OMC quant au libre-échange et à l'ouverture des frontières. On assiste à une diminution de la part de l'Afrique intertropicale dans la production et l'exportation mondiale pour presque toutes les denrées.

b. Le secteur industriel

Depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, le développement a été exclusivement associé au processus d'industrialisation. Les pays africains, après l'indépendance ont mis en place des structures industrielles pour promouvoir leur développement. Ces industries leur permettaient d'exporter non seulement des matières transformées, mais aussi des produits manufacturés. Cependant, malgré que les résultats fussent au début prometteurs, l'Afrique n'a toujours pas trouvé sa place dans les échanges internationaux. Elle ne produit que des biens de consommation et produit peu ou pas de biens d'équipements. Elle ne produit encore qu'une faible part des articles industriels qu'elle consomme et perd des parts du marché mondial.

Dans la plupart des pays africains, hormis quelques entreprises qui bénéficient d'une protection naturelle, l'industrie édifiée depuis 1960 et même parfois celle édifiée avant 1960 se sont effondrées. De toute façon, avant l'effondrement, l'industrie africaine n'avait jamais joué qu'un rôle très marginal sur les marchés mondiaux. Elle y est maintenant presque inexistante. Non seulement trouver dans un pays occidental un produit manufacturé africain est une gageure, mais trouver un produit manufacturé africain en Afrique est en train de le devenir, tant ce continent est désormais envahi par des produits d'autres régions, notamment made in Asia. Il n'y a pas de domaine où l'échec de

l'Afrique ait été plus visible que celui de l'industrie. Alors que les pays du nord et quelques pays du sud sont engagés dans une compétition industrielle et commerciale sans merci, l'Afrique au sud du Sahara paraît observer, étrangère, sur le bord de la route de l'histoire, cette course qui n'appartient pas à son monde.

c. Le secteur énergétique et minier

L'Afrique est riche en minerais et en énergie, y compris en pétrole. Cependant, la plupart des pays d'Afrique commencent à peine à tirer parti de ces ressources. Les mines apportent une contribution importante à l'économie de 14 pays subsahariens en fournissant 55 % des exportations, 12 % du PIB et environ 20 % des recettes fiscales. Les exportations (à l'exclusion du pétrole et du charbon) se sont élevées à 5 milliards de dollars par an entre 1980 et 1987, ce qui représente environ 30 % des exportations non pétrolières et environ 14 % du total des exportations de la région. En 1988, grâce à la hausse des cours des minéraux, les exportations de produits miniers ont dépassé 8 milliards de dollars. L'activité minière est devenue une destination privilégiée des investissements internationaux en Afrique. Les investissements dans les mines africaines sont passés de 418 millions de dollars en 1996 à 662 millions de dollars en 1997. La part de l'Afrique dans les investissements miniers a nettement augmenté passant de 12 à 16 % durant la même période. Parallèlement au développement des activités minières, l'Afrique connaît également un accroissement sensible des activités dans le domaine énergétique. Dans le domaine énergétique, par exemple les activités d'exploration et de développement se sont intensifiées conduisant à la découverte de 12 nouveaux gisements en 1996.

L'Afrique subsaharienne possède d'abondantes ressources énergétiques naturelles : un taux de croissance de la production d'énergie de 5 % ne consommerait qu'une petite partie des ressources connues de pétrole, de gaz, de charbon et d'énergie hydroélectrique et géothermique. Les réserves connues

de pétrole équivalent à 120 années d'approvisionnements régionaux ; au rythme de consommation actuelle, les vastes ressources hydroélectriques de l'Afrique ont un potentiel estimatif d'environ 300 Giga Watt, dont moins de 4 % ont été mis en valeur. Les réserves connues de gaz naturel équivalant à 250 Giga watt d'électricité, soit 20 fois la capacité hydroélectrique actuellement installée et celle qu'on pourrait capter de façon économique dans les années à venir. Cependant, l'Afrique se heurte à d'énormes obstacles pour réaliser son potentiel et obtenir, dans des conditions économiques, l'énergie totale dont elle a besoin pour soutenir sa croissance et ses exportations. L'importance de ces ressources associées au faible coût d'exploration et de production due à l'évolution technologique explique l'engouement des investisseurs pour ce secteur. L'énergie et les mines sont le seul secteur où l'Afrique parvient à trouver ses repères. Elles occupent une part non moins importante dans les exportations mondiales.

2. LES SUGGETIONS

Les pays africains malgré le grand découragement qu'ils suscitent peuvent se retrouver dans une restauration sanitaire dans les activités économiques ; Ils disposent pour cela de nombreuses possibilités. Les pays africains doivent avant tout compter sur leurs propres forces. Ils doivent pour cela :

- Rechercher une autonomie collective : l'unité africaine peut contribuer à abolir la marginalisation politique et économique, à créer de nouvelles structures en dehors de l'héritage coloniale et à protéger les intérêts africains lors des négociations de nature politique et économique ;

- Améliorer le rôle de l'Etat : les Etats doivent se doter de la capacité nécessaire pour qu'il y ait réponse rapide, efficace, adéquate et diversifiée aux politiques mises en œuvre. Ils doivent jouer un rôle important dans l'ouverture de l'économie soit par la subvention directe des activités visant à l'internationalisation de ses effets externes, soit par le soutien de

regroupements institutionnels inventifs. Ils doivent donc se charger de la transformation structurelle et aider à surmonter les imperfections du marché ;

- Restructurer l'industrie : l'industrialisation est un moyen de lutte contre le sous-développement car la croissance et le développement ne peuvent se concevoir autrement que par l'ascension d'un pays dans la hiérarchie des pays industrialisés. En effet, l'industrialisation accroît les débouchés et permet une meilleure utilisation de tous les facteurs de production y compris des millions de bras qui chôment ;

- Développer les agro-industries : les secteurs agro-industriels de l'Afrique comprennent une série d'industrie caractérisées par un avantage comparatif potentiel ;

- Accroître la part de marché des exportations agricoles : il faut promouvoir le développement de certaines cultures d'exportation qui, d'après les critères internationaux ont un rendement faible, investir dans l'exportation des produits de base pour augmenter leur part de marché ou pour récupérer les parts perdues ;

- Encourager l'épargne et l'investissement : pour augmenter le taux de croissance économique, il faut accroître l'épargne et l'investissement. Il faut donc une stabilité macroéconomique pour stimuler l'épargne et l'investissement qui est un moyen d'incorporer le progrès technique ;

- Un climat économique qui stimule l'épargne et l'investissement intérieurs attirera probablement aussi l'investissement étranger. Encourager les micro entreprise et les PME : la croissance de l'emploi suscitée par les micros entreprises serviront à réduire la pauvreté au niveau de la population ;

- L'allègement de la dette : pour réaliser les objectifs du développement international d'ici 2015, il faut empêcher l'augmentation du nombre de pauvres ce qui exige un taux de croissance de 5% tandis que la réduction de moitié du

nombre de pauvres de moitié d'ici 2015 exige un taux de croissance de 7% ou plus. Il est donc nécessaire qu'il y ait une inversion de la fuite des capitaux (pays développés vers pays en voie de développement) par la suppression ou l'allègement de la dette ce qui peut représenter un supplément de ressources. Les pays développés doivent aider les pays emprunteurs en maintenant un environnement économique sain, réduire les taux d'intérêts dans le monde et y maintenir une croissance forte ;

- L'ouverture plus large des frontières aux exportations africaines : les pays riches qui souhaitent se faire rembourser doivent en déduire qu'il leur faut ouvrir le plus possible leurs frontières aux exportations africaines il est donc de l'intérêt commun que les barrières économiques s'abaissent et que les négociations des organisations internationales progressent favorablement ;

- Orienter l'aide au développement : il est vital pour l'avenir de l'Afrique que l'aide apportée par les bailleurs de fonds contribue à lui permettre de prendre ses affaires en main, et de résoudre elle-même ses propres problèmes. Les programmes d'aide devraient porter sur des réflexions portant sur la situation du pays considéré, ses sensibilités, ses caractéristiques sociales et socioculturels, les chances de développement de tel ou tel secteur d'activité etc.

CONCLUSION

Conclure un travail ne signifie pas atteindre ses fins dernières. C'est surtout marquer un nouveau point de départ qui peut être, comme disent les philosophes, l'émerveillement, l'étonnement, la mutation vers des auspices meilleurs.

Par cette ultime étape rédactionnelle ; nous arrivons donc au terme de notre travail ; il ressort de cette analyse que nous avons faite de l'introduction jusqu'à la conclusion sur une matière dont son étude a porté sur : « *La restauration de la santé économique des activités commerciales des pays africains face à la vision économique des pays développés et conséquences y afférentes* ». Comme nous les avons mentionnés ci-haut, les pays africains sont les pays les plus faibles sur le plan économique ; et si ces derniers ne sont pas mal partis, ils paraissent certainement enfermés aux divers niveaux, et cela ne fait plus l'objet d'aucun doute. En réalité, ce constat s'explique aisément par le mot d'ordre « **Africa Must Unit** », c'est moyennant ce mot KWAME N'KRUMA, le premier président du Ghana avait convié ses pairs réunis en immédiate de l'unité de tous les pays africains.

Aujourd'hui encore, dès le début de l'épidémie de coronavirus en Afrique, son possible impact économique s'est tout de suite fait jour, du fait des liens commerciaux et touristiques sino-africains. Cependant, que celle-ci se muait en pandémie, ses effets désastreux sur l'économie se sont également dispersés dans tous les pays africains c'est ce qui pousserait même que les pays africains se retrouvent un peu moins développés face à la vision des pays développés au monde.